

## Contournement de Morges

# «Les députés ont voté un objet qu'ils connaissent mal»

**Le syndic de Lonay s'en prend aux députés de la région pour s'être prononcés en faveur de la «piqûre»**

**Emmanuel Borloz**

«Cette piquête va avoir des conséquences catastrophiques, aussi bien pour l'agriculture que pour le paysage. J'ai l'impression que les députés se sont fait avoir. Ils ont voté un objet qu'ils connaissent mal, dans un dossier qu'ils ne maîtrisent pas.» Debout dans les vignes au bas du coteau des Abbesses, entre Lonay et Denges, Philippe Guillemain ne décolère pas. Et le syndic de Lonay n'est pas le seul. Les associations régionales (l'ARCAM et Région Morges), qui réunissent plus de 70 communes, sont du même avis.

Objet de leur courroux: le paysage champêtre que le syndic contemple en ce vendredi matin risque de changer radicalement ces prochaines années. Les pieds de vignes devront en effet laisser leur place à un imposant ruban de bitume et d'asphalte qui prévoit de courir sur des centaines de mètres. C'est là que va déboucher la «piqûre». Il s'agit en fait de la bretelle autoroutière que comprend le projet du contournement de Morges et que le Grand Conseil, à une écrasante majorité, a récemment approuvé. Le tout sous l'impulsion d'un député d'Echichens, Philippe Jobin (UDC), qui déposait une résolution en ce sens (24 heures du 6 février dernier).

## Un avis écarté

Le Grand Conseil uni derrière le Conseil d'Etat pour peser à Berne, l'image a de quoi séduire. Elle n'est pourtant pas du tout du goût de Philippe Guillemain. Et pour cause. Pour lui, la résolution présentée par un député de la région morgienne et votée par tous les députés de cette même région va à l'encontre des positions défendues... par la région elle-même.

Et l'élu d'enfoncer le clou: «En septembre dernier, les deux associations régionales se sont prononcées pour la variante du grand contournement, à condition qu'il soit enterré, mais ne veulent pas de la piquête. Cet avis n'a pas été pris en compte lors du vote alors que plusieurs députés le connaissaient.»

Porte-parole d'une fronde «anti-piquête», le syndic de Lonay



Philippe Guillemain au pied du coteau des Abbesses. V. CARDOSO



Les tracés des variantes de contournement

peut également compter sur le soutien de nombre de ses concitoyens, pas pressés de voir des voies autoroutières apparaître à l'entrée de leur village. Jeudi matin, entre Denges et Lonay, ils étaient en effet nombreux à partager la position défendue par Philippe Guillemain. «Tous les projets de contournement sont mauvais s'ils ne sont pas enterrés, lançait Jean-Meth Luinetti, facteur, en pleine tournée de distribution du courrier. Quant à la piquête, c'est une très mauvaise idée, qui risque de bouleverser le biotope naturel de cette zone. Sans compter l'énorme trafic que cette bretelle ne manquera pas d'amener. On va se retrouver avec les mêmes problèmes de circulation qu'à Littoral Parc.»

## Pourquoi l'avoir voté?

Côté Grand Conseil, Laurence Creteigny, syndique de Bussy-Chardonney et députée, n'était personnellement pas pour la piquête. Mais elle a pourtant voté en sa faveur. «La résolution Jobin émanait d'une Commune directement touchée par ce projet. Pourquoi ne pas lui faire confiance? Les Communes du bas, à l'image de Lonay, n'ont jamais communiqué leur position dans cette affaire. Comment aurions-nous pu la deviner? Si elles l'avaient fait, peut-être le vote aurait-il été différent.» Et quid de la position des associations régionales? «Je n'ai jamais rien vu passer de manière officielle.»

## Commentaire

### Derrière les craintes se joue l'avenir du Canton

**Emmanuel Borloz**  
Journaliste



Elle fait peur la piquête, et pas qu'aux enfants. Dans ce dossier, les craintes du syndic de Lonay sont des plus légitimes. Mieux: n'importe qui dans sa situation éprouverait les mêmes. Pour autant, le ralliement quasi unanime du Grand Conseil à la position du Conseil d'Etat, qui, pour rappel, prône le grand contournement de Morges, le déclassement du tronçon qui

traverse actuellement la ville et la fameuse piquête, est-il condamnable? Pas sûr...

Car les enjeux, dans ce dossier, sont énormes et dépassent largement les considérations purement locales. Et même régionales. Chaque jour, ce sont près de 100 000 véhicules qui empruntent le tronçon Morges-Ecublens, l'un des plus encombrés du pays. Fonctionnant comme troisième voie provisoire, la bande d'arrêt d'urgence commence à montrer ses limites. Tous en conviennent: il faut donc agir. Il en va de l'avenir de l'arc lémanique. Dans une région dont on loue le

dynamisme, le lien économie-infrastructures est évident. Et, face à la concurrence féroce que se livrent les différentes agglomérations pour recevoir les mannes fédérales, afficher un front uni permet, sinon de remporter la mise, au moins de gagner des points. Un jeu dans lequel les Zurichois excellent. Mais les Vaudois ne sont pas en reste, la Confédération ayant fait du contournement de Morges une priorité. En se prononçant pour la piquête, les députés du district rappellent que, même s'ils sont élus dans une région, ils représentent le Canton. Et ce même si les piquêtes font peur, ce que personne ne conteste.